



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial

Arrêté n° *A2-2022-10-05-00001* du **- 5 OCT. 2022**

OBJET : Demande de modification des conditions d'exploitation pour approfondissement d'une carrière, refonte du phasage d'exploitation, reprise du plan final de remise en état, modification du réseau de mesures de retombées de poussières, et abrogation des articles 15.1 et 15.1.1 relatifs à l'accueil des déchets inertes extérieurs.

Carrière lieu-dit « Les Costes » commune de GOUTRENS

Société : CARRIERES DE CASSAGNES GOUTRENS

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur

- Vu** le code de l'environnement et notamment son livre I^{er} et son livre V – titre 1er, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 juin 2021, modifié par l'arrêté du 30 août 2021 donnant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2008-302-12 du 28 octobre 2008 autorisant la SARL CARRIERES DE CASSAGNES GOUTRENS à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de concassage-criblage sur les parcelles cadastrées au lieu-dit « Les Costes » section C n°992, 993, 994, 995, 996, 997, 1000, 1007p, 1054p, 1055p, 1056p, 1059, 1060, 1061, 1062, 1337, 1484, 1486, 1489, 1491, 1493, 1496, 1510, 1531, 1532, 1533 et 1534 du plan cadastral de GOUTRENS, pour une production maximale de 150 000 tonnes par an ;
- Vu** la demande présentée en Préfecture, en date du 10 décembre 2021, de modification des conditions d'exploitation pour approfondissement, refonte du phasage d'exploitation, et reprise du plan final de remise en état de la carrière précitée ;
- Vu** l'avis favorable au projet de remise en état de la carrière précitée après son exploitation, émis en date du 07 décembre 2021, par le Maire de la Commune de Goutrens ;
- Vu** l'avis favorable au projet de remise en état de la carrière précitée après son exploitation, émis en date du 02 décembre 2021, par Monsieur DESTRUEL Jean-Christophe, propriétaire des parcelles au lieu-dit « Les Costes » section C n°992, 993, 994, 995, 996, 997, 1000, 1007p, 1054p, 1055p, 1056p, 1059, 1060,

1061, 1062, 1337, 1484, 1486, 1489, 1491, 1493, 1496, 1510, 1531, 1532, 1533 et 1534 du plan cadastral de GOUTRENS ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées, en date du 01 septembre 2022;

Vu les observations présentées par le demandeur, en date du 26 septembre 2022 ;

Considérant que les capacités techniques et financières de la SARL CARRIÈRES de CASSAGNES GOUTRENS sont suffisantes pour conduire et mener à bien l'exploitation de la carrière susvisée ;

Considérant que les garanties financières de la carrière, située lieu-dit « Les Costes » - Commune de Goutrens, sont constituées par la promesse de cautionnement, émise le 26 septembre 2022, du Crédit Agricole Nord Midi Pyrénées à la SARL CARRIÈRES DE CASSAGNES GOUTRENS, représentée par Monsieur Jean-Christophe DESTRUEL ;

Considérant que le projet consiste en l'approfondissement du carreau d'exploitation **Est** de 15 m, et un approfondissement du carreau d'exploitation **Ouest** de 11 m, sans modifier le rythme d'extraction, le périmètre autorisé et la durée de l'autorisation ;

Considérant que la zone d'approfondissement concerne deux secteurs en exploitation, avec des enjeux naturalistes limités ;

Considérant que les méthodes d'exploitation actuellement autorisées et le périmètre d'exploitation restant identique, l'impact concernant les émissions sonores et de poussières n'est pas modifié ;

Considérant que l'approfondissement du carreau n'impactera pas la ressource en eaux souterraines ;

Considérant qu'une surveillance renforcée, au fur et à mesure de l'approfondissement et en fin d'exploitation, est mise en place afin de s'assurer l'infiltration diffuse des eaux de ruissellement ;

Considérant les mesures prises de protection des eaux, des sols et des éventuelles fuites d'hydrocarbures ;

Considérant que les principes de remise en état respectent les principes de l'arrêté d'autorisation en vigueur ;

Considérant que la modification des conditions d'exploitation entraîne une nouvelle détermination du montant des garanties financières applicables ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale, au sens de l'article R 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaire les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Considérant que les conditions d'exploitation et d'aménagement, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par le fonctionnement de l'installation et constituent des mesures suffisantes pour garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron,

Arrête

Article 1 : Extraction – Phasage

Les dispositions de l'article 14.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-302-12 du 28 octobre 2008 sont **modifiées** par les dispositions suivantes :

« Le fond de fouille final est laissé à la côte de 525 m NGF pour le carreau **Est**, et 529 m NGF pour le carreau **Ouest** ».

« L'exploitation est réalisée selon les plans de phasage figurant en **Annexe 1** ».

Article 2 : Bilan des rubriques

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-302-12 du 28 octobre 2008 sont **modifiées** par les rubriques suivantes :

RUBRIQUE	RÉGIME	DÉSIGNATION / SEUIL	Caractéristiques de l'installation
2515-1	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2 a) La puissance installée des installations étant supérieure à 200 kW	Puissance de l'installation de traitement fixe : 380 kW

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), NC (Non Classé)

Article 3 : Remise en état

Les dispositions des articles 15.1 et 15.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-302-12 du 28 octobre 2008 sont **abrogées et remplacées** par les dispositions suivantes :

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes internes ,
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014.

Le volume annuel de matériaux inertes provenant de l'extérieur est limité aux besoins liés à la remise en état du site. A ce titre, sont admis les déchets inertes suivants :

Code déchet	Description
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse

Article 4 : Montant des garanties financières

Les dispositions de l'article 32 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-302-12 du 28 octobre 2008 sont **modifiées** par les dispositions suivantes :

3 ^{ème} période d'exploitation et remise en état finale	(de 10 ans après la date de publication de l'arrêté à 15 ans après cette même date)	522 755 € TTC
4 ^{ème} période d'exploitation et remise en état finale	(de 15 ans après la date de publication de l'arrêté à 20 ans après cette même date)	562 089 € TTC
5 ^{ème} période d'exploitation et remise en état finale	(de 20 ans après la date de publication de l'arrêté à 25 ans après cette même date)	489 853 € TTC
6 ^{ème} période d'exploitation et remise en état finale	(de 25 ans après la date de publication de l'arrêté à 30 ans après cette même date)	492 923 € TTC

L'indice TP01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est : 129,1 (01 juin 2022)

Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20.

Pour la constitution des Garanties financières, l'exploitant est tenu de produire dans un délai maximum d'un mois, délai sous réserve duquel l'arrêté préfectoral complémentaire sera caduque, l'acte de cautionnement correspondant à la 3^{ème} période précitée.

Article 5: Remise en état

Les dispositions de l'article 15.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-302-12 du 28 octobre 2008 sont **modifiées** par les dispositions suivantes :

« La remise en état finale est réalisée selon le plan joint en **Annexe 2.** »

Les dispositions de l'article 15.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-302-12 du 28 octobre 2008 sont **abrogées**.

Article 6 : Pollution atmosphérique - mesures des retombées de poussières.

Les dispositions de l'article 25.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-302-12 du 28 octobre 2008 sont **modifiées** par les dispositions suivantes :

« L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières pour les activités autorisées.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées. »

« Le plan de surveillance comprend 5 points selon le plan joint en **Annexe 3.** »

Article 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télerecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 8 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Goutrens en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de Goutrens dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pour une durée identique.
Il est affiché en permanence de façon visible dans la carrière par les soins de l'exploitant.

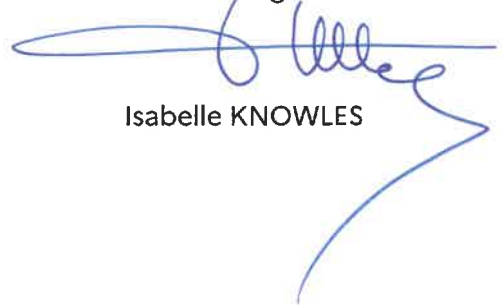
Article 9 :

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la SARL CARRIÈRES de CASSAGNES GOUTRENS , et dont une copie est déposée à la mairie de Goutrens pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Fait à Rodez, le

- 5 OCT. 2022

Pour la Préfète et par délégation,
Le secrétaire générale



Isabelle KNOWLES